

50208



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr. : GENERALE

E/ECA/HRP/MC/84/1/Rev.1
13 Octobre 1984

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Deuxieme Conference des ministres responsables
de la planification, de la mise en valeur et
de l'utilisation des ressources humaines

Addis Abeba (Ethiopie), 9-16 octobre 1984

RAPPORT DE LA PREMIERE ET DE LA DEUXIEME REUNIONS DU
COMITE MINISTERIEL DES NEUF CHARGE DU SUIVI

(Addis Abeba, Ethiopie, 21-23 fevrier 1983
et 13 octobre 1984)

Introduction

Le rapport qui suit porte sur deux réunions du Comité ministériel des neufs chargé du suivi qui se sont tenues à Addis Abeba en deux occasions différentes. La première a eu lieu du 24 au 25 février 1983 précédée par une réunion du Comité d'experts tenue du 21 au 23 février 1983.

Cette première réunion du Comité a passé en revue les progrès réalisés entre octobre 1981 et février 1983 sur la construction des (édifices nationaux et régionaux) institutions nationales et régionales relatives à la gestion des ressources humaines et financières et de l'administration publique. La réunion a aussi examiné l'activité globale et les relations existantes entre la Conférence des ministres responsables de la planification, du développement et de l'utilisation des ressources humaines et les autres agences (corps) et conférences oeuvrant dans des domaines spécifiques se rapportant au développement des ressources humaines. En conclusion de ces délibérations, le Comité a produit un projet de rapport et demandé au secrétariat de réviser les termes de références pour la Conférence ministérielle et de produire le règlement intérieur de la Conférence des ministres responsables des ressources humaines.

La deuxième réunion du Comité qui s'est tenue le 13 octobre 1983 était alors destinée à examiner et à adopter le rapport de la première réunion du Comité ministériel des neuf chargé du suivi, les termes de références et le règlement intérieur de la Conférence des ministres.

Ce qui suit, représente les résultats des deux réunions présentés en trois parties:

- (i) Un rapport général sur les démarches de la première réunion du Comité en février 1983;
- (ii) Les termes de références comme Annexe I du rapport général; et
- (iii) Le règlement intérieur de la Conférence des ministres responsables des ressources humaines comme Annexe II du rapport général.

1. Organisation

1.1 La première réunion du Comité ministériel des neuf s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) les 24 et 25 février 1983 à la Maison de l'Afrique. La réunion du Comité - lequel a été constitué par la première réunion de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines - a été précédée de celle du Comité technique préparatoire d'experts tenue du 21 au 23 février afin d'examiner les questions suivantes et de faire rapport au Comité à ce sujet :

- i) les progrès accomplis dans la mise en place d'institutions nationales régionales saines en matière de gestion des ressources humaines et financières et d'administration publique;
- ii) le mandat révisé de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines;
- iii) la portée opérationnelle de la Conférence et ses relations avec les autres conférences régionales chargées de domaines spécifiques en matière de planification, de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines.

2. Participation et élection du bureau

2.1 Ont participé à la réunion les ministres des cinq pays suivants : Egypte, Lesotho, Libéria, Ouganda et Zimbabwe, ainsi que les membres de missions diplomatiques en Ethiopie représentant l'Algérie, le Cameroun et la Guinée. Le Comité a élu le bureau suivant : Président, Libéria; Vice-Présidents, Zimbabwe et Algérie; Rapporteur, Cameroun.

3. Déclaration d'ouverture

3.1 Après avoir fait quelques brèves observations liminaires, le Président a invité le Secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique à prononcer une déclaration d'ouverture au nom du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique.

3.2 Dans son allocution, le Secrétaire exécutif adjoint a souhaité la bienvenue à la Maison de l'Afrique à tous les participants à la réunion dans le cadre de la célébration du vingt-cinquième anniversaire de la CEA et a souligné que le secrétariat de la Commission avait, au cours des 25 dernières années, eu le privilège d'oeuvrer de concert avec les gouvernements des Etats membres dans l'intérêt de l'Afrique.

3.3 Il a poursuivi en identifiant les problèmes qui continuaient de sévir sur le continent africain, à savoir, la faiblesse de la production industrielle et de la productivité agricole, les taux élevés d'analphabétisme et de mortalité infantile, la brève espérance de vie et la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée. Attribuant en partie ces problèmes à une conception erronée des facteurs de production requis au titre du développement, l'orateur a fait observer que le fait que la planification de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines dans la région laissait à désirer ainsi que les incidences négatives que cela avait sur les efforts entrepris en matière de planification du développement économique en Afrique préoccupaient considérablement depuis peu les chefs d'Etat et de gouvernement d'Afrique.

3.4 Le Secrétaire exécutif adjoint s'est réjoui de la décision de la Conférence d'accorder une priorité élevée à la mise en place de mécanismes institutionnels pour la gestion efficace de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines et a indiqué que cette initiative représentait un important pas en avant. Il a fait savoir que la CEA s'engageait à continuer de fournir ses services en vue de la réalisation des objectifs de la Conférence.

3.5 Il a indiqué qu'une série de fuites économiques faisait gravement obstacle aux efforts de développement entrepris dans les pays africains et qu'il s'agissait là d'une situation que ceux-ci ne pouvaient pas le moins du monde se permettre de laisser durer. Par ailleurs, il s'est déclaré convaincu que l'évaluation, la mise en valeur, la mobilisation et l'utilisation appropriées de la gamme tout entière des ressources humaines en Afrique ne pouvaient et ne devaient pas s'effectuer dans le vide. Il importait de formuler de façon systématique les objectifs et les stratégies non seulement si l'on voulait qu'ils soient conformes aux plans internes et externes à d'autres objectifs et stratégies de développement mais également si l'on voulait favoriser l'harmonisation de l'ensemble des éléments découlant de toutes les sources entrant en ligne de compte dans la mise en valeur et la gestion efficace des ressources humaines du continent.

3.6 Le Secrétaire exécutif adjoint a informé les participants des préparatifs de la deuxième réunion de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines prévue au Caire (Egypte) en janvier 1984 et a conclu en souhaitant plein succès aux travaux de la réunion.

4. Adoption de l'ordre du jour

4.1 Le Comité a adopté l'ordre du jour suivant :

- i) Ouverture de la réunion
- ii) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
- iii) **Déclaration** des pays
- iv) Examen du mandat de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines
- v) Examen de l'état de l'exécution des décisions adoptées à la première réunion de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines et progrès accomplis en la matière
- vi) Examen des compétences de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines et de ses relations avec les autres conférences ministérielles chargées de traiter d'aspects spécifiques des ressources humaines
- vii) Examen du programme de travail de la CEA pour 1984-1985
- viii) Date et ordre du jour de la deuxième réunion de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines
- ix) Date et lieu de la prochaine réunion du Comité ministériel des neuf
- x) Adoption du projet de rapport du Comité ministériel des neuf
- xi) Questions diverses
- xii) Clôture de la réunion.

5. Déclarations des pays

5.1 Dans son allocution, le Ministre du Lesotho a évoqué le paragraphe 34 du rapport de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines dans lequel sa délégation avait mentionné qu'en 1981 la planification, la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines au Lesotho s'étaient améliorées. Il a brièvement présenté les faits nouveaux survenus qui avaient amené sa délégation à faire cette déclaration à Monrovia en 1981. Ceux-ci, a-t-il poursuivi, ont englobé des efforts déployés dans l'élaboration et la planification des programmes, la mise en place de structures administratives et consultatives relatives aux ressources humaines ainsi que l'allocation d'un surcroît de ressources au titre de l'éducation et de la formation, etc.. Il a souligné que le Lesotho ne perdait pas de vue le fait que par ressources humaines on entendait les populations et leurs besoins de développement. Par conséquent, tous les secteurs qui intéressaient les populations et pouvaient leur procurer un quelconque profit étaient pris en considération en formulant les politiques relatives aux ressources humaines, à savoir, l'agriculture, le commerce, l'industrie, etc.. En vue de fournir les ressources humaines nécessaires au développement de ces secteurs, l'accent a été mis non seulement sur l'enseignement de type classique mais également sur celui de type non classique de façon à former les compétences requises pour le développement grâce à la formation en cours d'emploi, à l'enseignement de type non classique et à d'autres systèmes de formation.

5.2 En dépit de ces efforts, des entraves ont subsisté, notamment l'insuffisance des ressources financières, matérielles et humaines et le fait que les programmes ne cessaient pas de s'éloigner des besoins en compétences techniques requises pour l'économie. L'orateur a ensuite poursuivi en expliquant que le Lesotho rencontrait toujours des difficultés du fait de l'insuffisance des structures nécessaires au perfectionnement des ressources humaines sur lesquelles tabler pour procéder à la transformation de l'économie.

5.3 On prévoyait de mettre en place des structures en matière de planification de la main-d'oeuvre et d'adapter la formation professionnelle et celle de type non classique aux besoins de l'économie en créant un Conseil de la formation de façon à mieux coordonner l'enseignement supérieur, à en améliorer le rapport coût-efficacité et à faire en sorte qu'il corresponde davantage aux besoins de l'économie.

5.4 Pour conclure, l'intervenant a indiqué qu'il importait de toute urgence que les ressources humaines soient planifiées, mises en valeur et utilisées à bon escient tant pour les exigences actuelles de l'économie que pour les besoins futurs des populations du Lesotho.

5.5 Dans son allocution, le Ministre ougandais de la fonction publique et des affaires du cabinet a évoqué la décision prise à Monrovia de créer le Comité ministériel des neuf, dont l'Ouganda était membre. Il a regretté de n'avoir pu visiter aucun des autres pays de la sous-région de l'Afrique de l'Est et, partant, de ne pouvoir faire rapport sur les faits nouveaux survenus dans ces pays. Il a toutefois poursuivi en faisant part des réalisations suivantes obtenues par son gouvernement en matière de ressources humaines :

- i) l'établissement de consultations relatives aux ressources humaines et à leur mise en valeur;
- ii) l'identification des mécanismes institutionnels nécessaires pour la planification, la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines;

- iii) l'organisation de séminaires à l'intention des hauts fonctionnaires afin de rehausser leurs compétences dans les méthodes de budgétisation et de gestion financière et à l'intention des chefs de services municipaux concernant l'administration du développement rural.

5.6 Outre les activités précitées, une mission de la Banque mondiale avait fourni des conseils au Gouvernement ougandais quant à la façon de procéder à la restructuration de la fonction publique et on avait proposé la création de services de planification dans chaque ministère afin que les activités de planification se fassent au niveau micro-économique.

5.7 En ce qui concerne l'octroi de bourses de perfectionnement, le Ministre a déclaré que son Gouvernement avait créé un conseil de la formation et de l'octroi des bourses afin de suivre de près la formation en cours d'emploi dispensée en Ouganda et celle dispensée à l'étranger. L'insuffisance des ressources financières a toutefois mis en échec les efforts ainsi déployés.

5.8 S'agissant de l'enseignement au service du développement, l'orateur a évoqué la Conférence nationale de 1981 qui avait porté sur le type d'enseignement requis en Ouganda. Le rapport de cette Conférence était à la base de la réforme de l'enseignement qui était examinée par le Gouvernement ougandais. En outre, des activités relatives à l'élaboration de programmes pour les écoles primaires, à l'amélioration de la formation pédagogique ainsi qu'à la formation et à l'organisation des carrières avaient été entreprises.

5.9 Dans le domaine de la planification de la main-d'oeuvre et de l'emploi, on avait envisagé de dispenser une formation professionnelle accélérée aux nouveaux venus sur le marché du travail originaires des zones rurales. Par ailleurs, on avait réétabli les échanges en matière d'emploi et élargi les programmes d'administration de la main-d'oeuvre pour y inclure un système d'informations sur le marché du travail et de planification de l'emploi. On avait également accru les programmes à forte intensité de travail dans les zones rurales.

5.10 En matière de gestion des finances publiques, certaines mesures avaient été prises afin de rendre les institutions de gestion financière et budgétaire plus opérantes et d'améliorer leurs pratiques. Pour conclure, le Ministre a déclaré que des programmes intensifs de formation du personnel avaient été lancés à cet effet.

5.11 Dans son allocution, le Ministre zimbabwéen de la planification et de la mise en valeur de la main-d'oeuvre a déclaré que depuis la Conférence des ministres de Monrovia, son gouvernement n'avait cessé d'intensifier ses efforts en vue de mettre en valeur les ressources humaines nationales de façon à accroître la productivité économique. Il a cité plusieurs ministères qui **étaient** chargés d'un ou plusieurs aspects de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines. A ces ministères venait s'ajouter celui de la planification et de la mise en valeur de la main-d'oeuvre qui était principalement chargé d'élaborer des plans relatifs à la main-d'oeuvre de niveaux intermédiaire et supérieur au service de l'économie zimbabwéenne. Il a par ailleurs souligné les réalisations suivantes :

- i) les efforts déployés pour développer la formation de formateurs;
- ii) l'orientation de la formation vers la productivité du travail;
- iii) l'intensification des efforts visant à former du personnel scientifique et technique;
- iv) le renforcement de la base visant à améliorer la formation et le perfectionnement du personnel dans les établissements publics, privés et para-étatiques;
- v) la réalisation d'une étude sur la main-d'oeuvre;
- vi) la réalisation d'études sur les possibilités qu'offre le secteur non structuré de fournir davantage d'emplois et d'accroître la productivité économique;
- vii) le recours aux services de toutes les institutions en vue d'atteindre les objectifs nationaux dans les domaines précités;
- viii) le développement de l'enseignement de façon à ce que tous les enfants zimbabwéens aient au moins accès à l'enseignement de base;
- ix) la création de mécanismes et organes institutionnels et consultatifs relatifs à tous les aspects liés à la planification, à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources humaines.

5.12 Pour conclure, le Ministre a déclaré que dans le cadre des efforts déployés pour mettre en valeur les ressources humaines au Zimbabwe, on n'avait pas perdu de vue les engagements pris aux niveaux régional et sous-régional par le gouvernement. A cet effet, il a déclaré que son pays avait continué à utiliser en commun avec les pays voisins les établissements d'enseignement et de formation nationaux témoignant par là son attachement à l'approche régionale adoptée à la Conférence de Monrovia en vue de résoudre les problèmes relatifs aux ressources humaines en Afrique.

5.13 Dans son allocution, le représentant de l'Algérie a fait observer que son pays accordait une grande importance au potentiel des ressources humaines en ce que celui-ci pouvait à tous égards contribuer au développement socio-économique. Les besoins en matière de mise en valeur des ressources humaines se reflétaient dans les plans nationaux de développement. Les efforts déployés par la CEA en vue de dégager une approche régionale relative à la gestion des ressources humaines avaient par ailleurs permis de se pencher plus avant sur cette question. Il a demandé que la CEA s'efforce d'harmoniser les activités entreprises par divers organismes internationaux ainsi que par les institutions spécialisées des Nations Unies afin de mettre en valeur les ressources humaines. A cet égard, il a préconisé l'organisation d'une réunion commune OUA/CEA/OIT/UNESCO en vue d'identifier les divers domaines englobés dans le programme de travail de façon à éviter les doubles emplois et à mieux harmoniser les efforts déployés.

6. Examen du mandat révisé de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines

6.1 En présentant ce point de l'ordre du jour, le Président du Comité technique d'experts a expliqué que le mandat révisé portait sur :

- a) les pouvoirs législatifs;
- b) la composition de la Conférence;
- c) les fonctions et objectifs de la Conférence;
- d) les modalités à suivre en vue de la réalisation de ces objectifs;
- e) la portée géographique de la Conférence;
- f) les attributions de la Conférence.

6.2 Le Président a souligné les domaines d'activités fonctionnels de la Conférence ainsi que son rôle dans l'harmonisation et la coordination des efforts déployés par les pays africains en vue de planifier, de mettre en valeur et d'utiliser les réserves de ressources humaines de la région. A cet égard, elle avait joué un rôle prépondérant dans la rationalisation des programmes relatifs à la planification, à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources humaines lancés par d'autres organisations et en particulier par les institutions spécialisées des Nations Unies. Il a ensuite présenté aux ministres la version révisée du mandat pour examen.

6.3 Au cours du débat qui a suivi, on a demandé et obtenu des clarifications sur les relations entre la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines et la Conférence des ministres responsables de la planification du développement socio-économique, dénommée "la Commission".

6.4 Au cours des débats, la question de laisser à la Conférence le soin de mobiliser et de répartir l'ensemble des fonds destinés à la planification, à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources humaines a été soulevée. Le représentant du secrétariat a informé le Comité que toutes les organisations auprès desquelles ces fonds devaient être mobilisés avaient des organes directeurs qui pouvaient prendre des décisions importantes à cet égard. Ce qu'il fallait donc, c'était un système permettant une certaine collaboration en matière de programmation, d'exécution, de suivi et de révision des programmes.

6.5 En outre, le Comité a suggéré que les articles régissant les rapports devant être présentés à la "Commission" soient remaniés de façon à indiquer expressément que les rapports présentés par la Conférence à la Commission devaient être préparés et soumis par la CEA. Un autre domaine qu'il convenait de redéfinir avait trait aux articles relatifs à la participation de l'OUA aux activités de la Conférence. A cet égard, le Comité a conclu que le mandat devrait définir clairement le rôle que l'OUA était appelée à jouer dans les activités de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines.

7. Rapport sur les relations entre la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines, la Commission du travail de l'OUA, la Conférence des ministres des affaires sociales de la CEA et la Conférence des ministres africains de l'éducation de l'UNESCO

7.1 Tout d'abord, le Comité a, à l'unanimité, jugé nécessaire de créer une instance chargée de l'élaboration de principes directeurs pour l'ensemble des activités liées aux ressources humaines. Aussi a-t-il estimé que les activités des autres conférences complétaient les efforts entrepris par la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines étant donné que celle-ci s'occupait de tous les aspects des ressources humaines plutôt que d'un aspect spécifique. Le Comité s'est donc félicité de constater qu'il n'y avait pas à la base de double emploi.

7.2 Deux questions ont été soulevées au cours des débats. La première avait trait au rôle que devait jouer l'OUA par rapport à la Conférence. A cet égard, les participants à la réunion ont proposé trois possibilités :

a) que soit intensifiée la coopération entre l'OUA et la CEA en ce qui concerne l'organisation de la Conférence,

b) que la Conférence se transforme en conférence mixte et que les deux secrétariats en assurent l'organisation et le service;

c) que la Conférence demeure une conférence de la CEA, mais qu'elle jouisse du soutien sans réserve de l'OUA.

7.3 Après de longs débats, le Comité a décidé que la CEA devait assurer l'organisation et le service de la Conférence, en collaboration avec l'OUA.

7.4 En ce qui concerne la deuxième question relative à l'utilisation des fonds affectés par les organismes internationaux au titre des activités relatives aux ressources humaines, on a fait observer que, dans certains cas, ces fonds étaient alloués pour des activités présentant peu d'intérêt pour le continent africain. Le Comité a donc estimé que ces fonds devaient, à l'avenir, être utilisés conformément aux priorités définies par la Conférence des ministres de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines.

7.5 Le Comité a tout particulièrement pris note de ce que la Conférence des ministres des affaires sociales s'occupait des questions relatives au développement social et à la formation de travailleurs sociaux. Elle faisait également office d'organe directeur du Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social (ACARTSOD) situé à Tripoli alors que la Conférence des ministres africains de l'éducation de l'UNESCO faisait partie du mécanisme mondial de l'UNESCO chargé de fournir des conseils sur les questions liées à l'enseignement, à la science, à la culture, etc..

7.6 En outre, le Comité a fait observer que la Commission du travail de l'OIT faisait également partie du système mondial de l'OIT chargé de fournir des conseils concernant les questions relatives à la main-d'oeuvre en Afrique et s'occupait essentiellement du bien-être des travailleurs. Par ailleurs, elle faisait rapport à la Conférence générale de l'OIT.

7.7 A la lumière des débats, les membres du Comité se sont réjouis de ce que les domaines spécifiques d'activités des Conférences de l'OIT et de l'UNESCO complétaient ceux de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines qui cherchait à définir une approche intégrée dans ce domaine.

8. Examen du rapport du Comité technique préparatoire d'experts du Comité ministériel des neuf sur les progrès réalisés dans l'exécution des décisions adoptées à la première réunion de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines

8.1 Le Rapporteur du Comité technique a présenté le rapport de la réunion, laquelle réunion avait précédé celle de la Conférence des ministres. Il a mis en relief les principaux points examinés et les recommandations formulées pour examen par les ministres concernant :

a) les activités menées au titre de l'exécution des décisions de la Conférence de Monrovia dans les domaines suivants :

- i) Administration publique et gestion;
- ii) Planification de la main-d'oeuvre;
- iii) Gestion des bourses de perfectionnement;
- iv) Enseignement au service du développement;
- v) Formation et organisation des carrières;
- vi) Planification de la main-d'oeuvre et de l'emploi;
- vii) Gestion des finances publiques;
- viii) Création d'établissements d'enseignement et de formation;

b) les relations entre la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines, la Commission OIT/OUA du travail, la Conférence des ministres des affaires sociales de la CEA et la Conférence des ministres africains de l'éducation de l'UNESCO;

c) le programme de travail biennal de la CEA dans le domaine de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines, 1984-1985;

d) la date et l'ordre du jour de la deuxième réunion de la Conférence des ministres prévue au Caire en 1984;

e) les questions diverses qui étaient apparues au cours des travaux du Comité.

8.2 Le Rapporteur a expliqué que le mandat de la Conférence avait déjà fait l'objet d'un examen préalable au titre d'un point distinct de l'ordre du jour.

8.3 Il a ensuite examiné les activités entreprises dans le cadre de l'exécution des décisions adoptées à la première réunion et a mentionné les documents connexes suivants :

- a) Administration publique et gestion (E/ECA/HRP/MFC/83/1);
- b) Planification de la main-d'oeuvre (E/ECA/HRP/MFC/83/2);
- c) Gestion des bourses de perfectionnement (E/ECA/HRP/MFC/83/3);
- d) Enseignement (E/ECA/HRP/MFC/83/4);
- e) Formation et organisation des carrières (E/ECA/HRP/MFC/83/5);
- f) Planification de la main-d'oeuvre et de l'emploi (E/ECA/HRP/MFC/83/6);
- g) Gestion des finances publiques (E/ECA/HRP/MFC/83/7).

8.4 En ce qui concerne le rapport sur l'administration publique et la gestion, le Rapporteur a expliqué que celui-ci avait fait ressortir que i) les systèmes d'administration et de gestion à mettre en place devaient être des éléments catalyseurs et susciter un climat administratif approprié et que ii) le développement de l'administration devait dépasser les réformes structurelles et permettre de créer des services consultatifs viables de gestion en ayant recours à des notions et pratiques modernes. En examinant le rapport, les observations suivantes ont été faites :

a) l'administration avait été présentée d'une manière tout à fait classique, fondée sur la notion de fonction publique. Il était nécessaire de promouvoir de nouvelles manières de concevoir l'administration afin de ne pas limiter celle-ci à la fonction publique mais d'y englober également des secteurs rural et urbain pour tout ce qui concernait le développement;

b) il importait au plus haut point que la CEA prenne des mesures visant à encourager les programmes de coopération et de collaboration dans le domaine de l'administration publique en tenant compte des programmes d'échange d'étudiants et de fonctionnaires.

8.4.1 Pour ce qui était des activités entreprises, les ministres ont été informés que la CEA avait procédé à diverses études dans un certain nombre de pays et avait, en outre, organisé deux conférences intergouvernementales, l'une ayant trait à l'administration publique et à la gestion et l'autre au rôle du secteur public dans la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos. Le secrétariat a également informé les membres du Comité que la CEA pouvait prêter des services consultatifs et que la Gambie, l'Ethiopie et le Swaziland avaient pu en bénéficier en 1982.

8.5 En examinant la tâche menée en matière de mise en place de mécanismes institutionnels pour la planification de la main-d'oeuvre, le Rapporteur a signalé qu'un certain nombre d'activités avaient été entreprises au niveau national. Les principales avaient porté sur l'organisation de missions consultatives au Kenya, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie, en Zambie et au Zimbabwe. On a insisté sur le fait que dans certains pays ces missions avaient permis soit de réactiver soit de renforcer les efforts entrepris dans le cadre de l'exécution des décisions adoptées à Monrovia. Il importait de soutenir ces efforts par la mise en place d'organes structurels et fonctionnels chargés de déterminer les fonctions, de mettre au point les arrangements relatifs à la dotation en effectifs et d'élaborer des principes directeurs bien définis en matière de planification, de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines.

8.5.1 L'autre activité principale avait porté sur la tenue de séminaires nationaux d'orientation au cours desquels avaient été examinés les incidences, à l'échelle nationale, en matière de main-d'oeuvre du Plan d'action de Lagos et l'état de l'exécution des décisions adoptées à la Conférence de Monrovia relative à la mise en place de mécanismes pour la planification de la main-d'oeuvre à l'échelle nationale et à l'élaboration de politiques en la matière.

8.5.2 Le Rapporteur a noté que les membres du Comité avaient constaté avec préoccupation que seuls quelques Etats membres avaient manifesté de l'intérêt pour ces séminaires et qu'au moment de la réunion, seul le Lesotho en avait tenu un. Le Botswana, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée, le Kenya, la République centrafricaine, le Swaziland et le Zaïre avaient exprimé leur intention de tenir des séminaires analogues en 1983 et des plans avaient été établis afin d'en organiser en Ouganda et en Zambie.

8.5.3 Les membres du Comité ont convenu que beaucoup restait encore à faire en matière de mise en place de mécanismes pour la planification et la mise en valeur de la main-d'oeuvre.

8.6 S'agissant de la gestion des bourses de perfectionnement, le Rapporteur a informé le Comité que, pour donner suite aux décisions de la première réunion de la Conférence, un programme plus vaste avait été conçu notamment en vue de mettre au point et d'exécuter un programme de formation et d'octroi de bourses de perfectionnement considérablement élargi et directement lié aux besoins vitaux des Etats membres en matière de main-d'oeuvre dans les secteurs de développement prioritaires. L'objet de ce programme était d'utiliser de façon optimale les établissements d'enseignement et de formation supérieurs et autres établissements de formation du continent, en stimulant la coopération technique entre pays africains dans le domaine de la formation de main-d'oeuvre. On a également jugé nécessaire de renforcer les établissements africains, et ce, par le perfectionnement de leur personnel et l'établissement d'une coopération en organisant des cours spécialisés et en promouvant l'élaboration de programmes multinationaux de formation et de recherche.

8.6.1 En égard aux besoins des Etats membres, le Comité a fait observer que l'aide prioritaire octroyée au titre du programme de formation et d'octroi de bourses devrait aller à la formation de main-d'oeuvre pour les industries de base et l'agriculture; la formation universitaire dans des disciplines spécialisées; la formation dans les domaines de la science et de l'industrie; la formation de formateurs; et la formation en matière de gestion budgétaire et financière et d'administration des impôts. En outre, on a estimé que la formation à la gestion des entreprises publiques était essentielle. Enfin, le Comité a recommandé que des efforts spéciaux en faveur des pays africains les moins avancés et de ceux ayant nouvellement accédé à l'indépendance soient déployés.

8.6.2 En outre, le Comité s'est déclaré préoccupé de ce que, si les Etats membres continuaient à présenter un nombre de plus en plus élevé de demandes de bourses, les contributions au Fonds d'affectation spéciale n'augmentaient pas de façon proportionnelle. Les membres du Comité ont estimé que, en accord avec le principe d'autosuffisance, les Etats membres devaient accroître leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale, et ils se sont donc joints à l'appel lancé par la CEA aux Etats membres afin qu'une partie de ces contributions serve à l'attribution de bourses. A cet égard, le Comité a demandé au secrétariat d'établir un rapport détaillé sur l'organisation, la gestion et les modalités de fonctionnement du Fonds d'affectation spéciale et d'y préciser les sommes utilisées ainsi que le nombre de boursiers. Il a exprimé l'espoir que le secrétariat ferait parvenir ces renseignements aux Etats membres.

8.6.3 Le Comité a également exprimé sa préoccupation devant le manque d'actualisation des informations disponibles sur les bourses de perfectionnement et la formation. Il a à cet égard estimé que la CEA devrait recourir davantage aux services des ambassades des pays africains en Ethiopie pour obtenir ces informations des Etats membres. Le Comité a également insisté sur la nécessité qu'il y avait d'établir un répertoire des établissements de formation dans la région et il a demandé au secrétariat de le mettre au point afin de le présenter à la deuxième réunion de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines.

8.7 En expliquant les réalisations obtenues en matière d'enseignement au service du développement, le Rapporteur a mis en relief la Conférence des vice-recteurs, présidents et recteurs des instituts d'enseignement supérieur en Afrique qui s'était tenue à Addis-Abeba en janvier 1982 afin d'examiner le rôle des établissements d'enseignement supérieur dans la mise en valeur des ressources humaines requises afin de répondre aux besoins socio-économiques des Etats africains. A l'issue de ses travaux, la Conférence avait conclu que priorité devait être accordée par ces établissements à l'élaboration de manuels; à la production d'outils et de matériel pédagogique; à la réforme des programmes; à l'orientation de la recherche vers la solution des problèmes; et à la mise en place, dans les universités africaines, de services de consultation et de conseils.

8.7.1 Le Comité a pris note du fait que l'Association des universités africaines avait, en collaboration avec la CEA, décidé d'accorder la priorité absolue à l'élaboration, par des professeurs africains, de manuels devant être utilisés dans les établissements africains. Des études devaient être entreprises en 1983 pour l'élaboration de manuels d'économie et de biologie; ces études seraient suivies de réunions de professeurs africains spécialement chargés de la rédaction de ces manuels.

8.7.2 S'agissant de l'utilisation optimale des ressources dans les établissements d'enseignement supérieur, des études par pays avaient été effectuées au Botswana, en Ethiopie, au Malawi, au Swaziland et en Zambie. En matière de réforme de l'enseignement, la CEA avait envisagé de tenir des séminaires-ateliers sur la planification de l'enseignement, le perfectionnement du personnel dans ce domaine, l'administration scolaire, l'élaboration des programmes scolaires et la formation en cours d'emploi à l'intention des enseignants en vue d'aider au perfectionnement des compétences nationales.

8.7.3 Le Rapporteur a fait observer que les membres du Comité avaient en particulier pris note de l'importance que revêtaient ces séminaires-ateliers et il s'est félicité de la priorité accordée à l'élaboration de manuels africains.

8.8 Evoquant les efforts entrepris en ce qui concerne les programmes relatifs à l'orientation et aux conseils, le Comité a été informé que la CEA avait organisé chaque année, en collaboration avec les Etats membres, des séminaires nationaux à l'intention des formateurs.

8.8.1 Le Rapporteur a déclaré qu'outre ces séminaires, des consultations de suivi avaient eu lieu au Botswana, au Lesotho, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie, au Swaziland, en Zambie et au Zimbabwe. D'autres pays s'étaient montrés disposés à tenir des séminaires de formation à l'intention des formateurs, il s'agissait de la Côte d'Ivoire, de la Gambie, de la Guinée, de la République centrafricaine, de la Tunisie et du Zaïre. Des séminaires relatifs à la mise en place de systèmes visant à assurer la formation avaient été organisés au Botswana, au Lesotho, en Ouganda et en Zambie; ils avaient porté sur les politiques de formation, la structure organisationnelle, la dotation en effectifs requise et les systèmes d'information nécessaires.

8.8.2 En ce qui concerne l'orientation et les conseils, des missions d'études sur le terrain avaient été effectuées dans les pays suivants : Bénin, Botswana, Cameroun, Congo, Ghana, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Niger, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Swaziland, Togo, Zaïre et Zambie. En outre, des séminaires avaient été organisés dans dix pays et avaient porté sur les moyens techniques relatifs à l'élaboration de programmes d'orientation en matière d'organisation des carrières et de conseils ainsi que sur le perfectionnement du personnel approprié.

8.8.3 Le Comité a par ailleurs été informé que la CEA continuerait d'organiser à l'échelle nationale des journées d'études qui feraient suite à celles qui s'étaient déjà déroulées. Ces journées d'études seraient orientées vers l'institutionnalisation des programmes de formation et la mise en place d'un mécanisme national intégré.

8.9 Se référant à la planification de l'emploi et de la productivité en vue de l'utilisation optimale des ressources humaines, le Comité a été informé de l'aggravation du problème du chômage en Afrique où en 1982 on estimait que le coefficient déjà élevé de dépendance augmentait à un rythme tel que l'on comptait 13 millions de chômeurs. En raison de l'inadéquation des politiques et stratégies adoptées par les pays africains, on estimait que ce chiffre pouvait s'élever à 33 millions en l'an 2 000.

8.9.1 Le Comité a été informé que, pour mieux cerner le problème, la CEA avait effectué des études sur la situation de l'emploi dans les pays suivants : Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Zaïre et Zambie.

8.9.2 Le Comité technique a pris note de trois problèmes qui, d'après les conclusions préliminaires de ces études, avaient contribué à l'aggravation du chômage en Afrique, à savoir, la dépendance croissante vis-à-vis des pays industrialisés, les faiblesses inhérentes au mécanisme de planification et l'absence de réforme de l'enseignement de façon à ce que celui-ci reflète les besoins socio-économiques des pays africains.

8.9.3 En matière d'emploi, le Rapporteur a expliqué qu'il était nécessaire d'utiliser de façon plus judicieuse les compétences africaines disponibles et a fait observer que des milliers d'Africains qualifiés résidaient et travaillaient dans les pays industrialisés. La CEA et le Comité international sur les migrations avaient lancé un projet commun visant à faire revenir en Afrique la main-d'oeuvre africaine disposée à rentrer. La CEE avait, au titre de ce projet, fourni une aide de 3,3 millions de dollars, dont 134 000 dollars seraient utilisés par la CEA afin d'identifier les emplois qui s'offraient dans les économies africaines pour la main-d'oeuvre disposée à rentrer en Afrique. Un questionnaire avait été établi à cette fin et serait envoyé à tous les pays africains.

8.9.4 Au cours des débats, les participants ont insisté sur la nécessité de renforcer les mesures afin d'assurer, lors du retour dans les pays africains de la main-d'oeuvre africaine qualifiée travaillant actuellement dans les pays européens et dans d'autres pays développés, des emplois correspondant à leurs qualifications. Le Comité technique a en effet estimé qu'il ne servait à rien de demander le retour de ces nationaux si les emplois qui leur étaient offerts ne correspondaient pas à leurs qualifications ou s'ils étaient au chômage, même temporaire.

8.9.5 Le Comité a par conséquent souligné que la création d'emplois était une des préoccupations majeures des Etats africains et qu'à cet égard, il fallait redoubler d'efforts et entreprendre des activités et des programmes générateurs d'emplois dans tous les secteurs de l'économie. Il fallait accorder une attention toute particulière aux incitations appropriées à la création d'emplois ainsi qu'à l'adaptation de technologies à haute intensité de main-d'oeuvre aux processus de production et de distribution en Afrique.

8.10 Le Rapporteur a ensuite appelé l'attention du Comité sur la recommandation faite, en matière de gestion et d'administration des finances publiques, par la première réunion de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines dans laquelle il était demandé à la CEA d'intensifier l'assistance fournie aux Etats membres en ce qui concerne la formation du personnel chargé de la gestion des finances publiques. Pour mettre en oeuvre cette recommandation, la CEA avait entrepris les activités suivantes :

a) reformulation du plan à moyen terme 1984-1989 et du programme de travail et ordre de priorité pour la période 1984-1985 afin de mettre davantage l'accent sur la formation du personnel chargé de la gestion des finances publiques;

b) accords de collaboration passés avec d'autres organisations internationales en vue d'organiser des cours nationaux, sous-régionaux et régionaux de formation de courte durée à l'intention des fonctionnaires des finances publiques;

- c) organisation de séminaires sur les mesures d'incitation budgétaire propres à promouvoir les investissements intérieurs et étrangers;
- d) adoption de mesures visant à aider les pays africains à créer ou à renforcer les établissements sous-régionaux ou régionaux de formation en vue d'assurer la formation des administrateurs des impôts;
- e) réalisation d'une étude afin d'étudier les nouvelles méthodes de mobilisation des ressources financières en vue d'assurer la formation.

8.10.1 Au cours de ses débats, le Comité a souligné le rôle décisif joué par des effectifs qualifiés et formés en gestion des finances publiques dans la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos. De même, on a pris conscience des coûts élevés de la formation et de la nécessité d'une coopération régionale en vue d'obtenir des résultats optimaux.

8.11 S'agissant de la création d'établissements d'enseignement et de formation, le Rapporteur a fait remarquer que, bien qu'il existe d'autres établissements d'enseignement et de formation en Afrique, les membres du Comité avaient limité leurs débats aux écoles sous-régionales d'études supérieures de gestion, à l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques et au Programme régional intégré de formation, de recherche et de consultation en matière de conservation et de gestion de la faune africaine.

8.11.1 En ce qui concernait les écoles sous-régionales d'études supérieures de gestion, le Comité a été informé que la CEA avait pris les mesures nécessaires pour en créer trois : la première à Nairobi (Kenya) pour les pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe, la deuxième à Legon (Ghana) pour les pays d'Afrique de l'Ouest d'expression anglaise et la troisième à Casablanca (Maroc) pour les pays d'Afrique du Nord. Il était prévu d'en créer une quatrième pour les pays d'expression française. Une vingtaine d'étudiants avaient pu, à ce jour, bénéficier de bourses de formation accordées par la CEA. A en juger par le grand nombre de candidatures transmises par les Etats africains à la CEA, la demande était très forte, mais les fonds étaient extrêmement limités.

8.11.2 Le Rapporteur a expliqué que l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques avait organisé des stages spéciaux de formation auxquels avaient participé une cinquantaine d'ingénieurs et d'administrateurs africains. Si les membres du Comité technique se sont félicités des progrès accomplis, ils n'en ont pas moins noté avec préoccupation que le bon fonctionnement de l'Institut avait été entravé par :

- a) le fait que la plupart des Etats africains n'avaient pas versé leurs contributions au budget de l'Institut;
- b) le nombre insuffisant des adhésions à l'Institut, 13 pays africains seulement en étant devenus membres;
- c) le fait que les organismes bailleurs de fonds, et notamment le PNUD, se montraient peu disposés à fournir un appui financier à l'Institut, et, partant, les pays hôtes (Nigéria et Zaïre) devaient en supporter toutes les charges financières.

8.11.3 Le Comité a été informé que très peu de progrès avaient été accomplis concernant le Programme régional intégré de formation, de recherche et de consultation en matière de conservation et de gestion de la faune africaine et que les efforts de la CEA avaient visé à transformer en institutions régionales les institutions nationales en place afin de dispenser des programmes sur une échelle régionale. A cet égard, deux institutions avaient été identifiées, l'une au Cameroun et l'autre en République-Unie de Tanzanie.

8.11.4 Le Rapporteur a expliqué que les débats avaient porté sur trois grandes questions. Tout d'abord, la situation regrettable dans laquelle se trouvaient les gouvernements des pays hôtes qui devaient supporter une grande partie des frais de fonctionnement de ces institutions. Cette situation était peut-être à l'origine des hésitations qui étaient apparues concernant les négociations relatives à la transformation en institutions régionales des institutions de conservation et de gestion de la faune.

8.11.5 La deuxième question soulevée pour mémoire avait trait à l'absence de réaction de l'OIT à la demande, formulée à la Conférence de Monrovia, de faire de l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques un institut du type de celui qui existait à Turin.

8.12 Au cours des débats, les ministres ont noté que le Comité ministériel des neuf était un Comité chargé du suivi de la Conférence qui devait se réunir avant la Conférence suivante et qu'ils étaient chargés d'examiner l'état de l'exécution des décisions prises et de préparer l'ordre du jour de la prochaine réunion. L'exécution des décisions de fond incombait au secrétariat du Comité technique de la Conférence, à savoir, la CEA.

8.13 S'agissant de la création d'institutions, les membres du Comité ont estimé nécessaire d'examiner et d'évaluer les résultats obtenus par les diverses institutions régionales et sous-régionales en vue de déterminer les raisons des difficultés financières et des problèmes relatifs aux adhésions. Un examen et une évaluation de ce type, a-t-on estimé, permettraient peut-être de présenter des propositions réalistes en vue de renforcer ces institutions.

8.14 Après examen du rapport, la Comité l'a adopté et a demandé que l'on en extraie les points essentiels concernant les recommandations spécifiques relatives aux divers aspects des questions soulevées dans le rapport. Ces recommandations qui ont été soumises pour examen ont été adoptées. Il s'agit des recommandations présentées ci-après :

8.14.1 Administration publique et gestion

- a) La CEA devrait encourager la mise sur pied de programmes de coopération et de collaboration en matière d'administration publique par des échanges d'étudiants et de personnel entre les instituts nationaux d'administration publique et de gestion;
- b) L'administration publique en tant qu'instrument du développement socio-économique devrait devenir plus dynamique de façon à créer un climat propice au redressement de l'économie nationale;
- c) La CEA devrait contribuer à susciter un intérêt dans le domaine de l'administration publique pour les secteurs rural et urbain, tout autant qu'on l'a fait pour la fonction publique.

8.14.2 Mise en place de mécanismes institutionnels pour la planification de la main-d'oeuvre

- a) Les Etats membres devraient utiliser pleinement les services que peuvent fournir les organisations internationales et régionales pour développer au niveau national les moyens nécessaires à la planification de la main-d'oeuvre et les mécanismes institutionnels connexes de façon à veiller à ce que la planification de la main-d'oeuvre soit non seulement assurée sur une base régulière, mais qu'elle fasse partie intégrante de la planification du développement socio-économique;

b) Les Etats membres devraient, en collaboration avec la CEA, tenir des séminaires consultatifs portant sur la formulation des politiques relatives à la main-d'oeuvre, la mise en place de mécanismes pour la planification de la main-d'oeuvre, l'élaboration de plans concernant la formation et le perfectionnement des planificateurs de la main-d'oeuvre ainsi que la mise en place de systèmes d'information appropriés qui constitueraient la base du processus de planification de la main-d'oeuvre;

c) L'application des recommandations prises à la Conférence de Monrovia ayant été plutôt lente, la CEA devrait redoubler d'efforts pour assister sans délai les Etats membres à exécuter les décisions prises à Monrovia.

8.14.3 Administration du programme de formation et de bourses de perfectionnement

a) La CEA devrait faire pleinement usage des services des ambassades afin d'obtenir des pays représentés en Ethiopie toutes les informations nécessaires;

b) La CEA devrait établir un projet de répertoire des programmes et établissements de formation afin de le présenter à la deuxième réunion de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines prévue au Caire en 1984;

c) il conviendrait de lancer davantage d'appels aux Etats membres afin que ceux-ci versent au Fonds d'affectation spéciale toute contribution qu'ils seraient en mesure de faire.

8.14.4 Enseignement au service du développement

a) Il conviendrait de tirer davantage parti des ateliers de perfectionnement du personnel en matière de planification de l'enseignement, d'élaboration de programmes, d'administration et de formation pédagogique ainsi que de tout autre programme lié à l'enseignement;

b) Il conviendrait d'accorder une priorité absolue à la production de manuels et d'outils et matériel didactiques en vue d'économiser des devises;

c) Il conviendrait d'entreprendre davantage d'études sur l'utilisation des ressources des institutions d'enseignement et de formation en tant que base pour déterminer une stratégie en vue d'augmenter le contingent des étudiants et de lier les activités de ces institutions à la situation relative au monde du travail;

d) Des systèmes de transmission efficaces concernant l'enseignement de type non classique devraient être mis en place afin de faciliter le transfert des connaissances des centres de conception aux utilisateurs dans les centres périurbains et ruraux, ainsi que l'échange d'informations entre eux.

8.14.5 Formation et organisation des carrières

Pour faire en sorte que la formation et l'organisation des carrières soient mieux conçues, les Etats membres devraient prendre les mesures suivantes :

- a) élaborer et appliquer un ensemble de principes directeurs en ce qui concerne le développement de la formation au niveau national appuyé par des réglementations appropriées;
- b) mettre en place ou restructurer les mécanismes administratifs chargés de l'orientation des politiques et de la coordination de la formation, de l'orientation et des conseils;
- c) former du personnel qualifié et en particulier du personnel d'encadrement de formateurs;
- d) créer et gérer un fonds de formation administré au niveau central dont les ressources proviendraient de la taxe payée par les entreprises au titre de la formation ainsi que d'autres méthodes de mobilisation des ressources financières;
- e) élaborer des programmes de formation appropriés à l'intention des jeunes non scolarisés, de ceux qui travaillent dans le secteur non structuré, de ceux qui pratiquent l'agriculture de subsistance et des handicapés;
- f) créer des services appropriés chargés de l'élaboration de tests psychologiques et de tests d'aptitude ainsi que du développement de l'organisation des carrières, de l'orientation et des conseils;
- g) perfectionner les cadres responsables de l'orientation et des conseils.

8.14.6 Planification de l'emploi et de la main-d'œuvre en vue de l'utilisation efficace des ressources humaines

- a) Les Etats membres devraient prendre des mesures afin de veiller à ce que leurs ministres du travail harmonisent les services de protection de la main-d'œuvre et de l'emploi et ceux de la planification en vue de créer des emplois et d'accroître la productivité. A cet effet, ils entreprendront les activités suivantes :
 - i) création de mécanismes judiciaires de planification de l'emploi et de la main-d'œuvre dont les fonctions seraient définies de façon précise;
 - ii) formulation de politiques claires relatives à l'emploi et à l'accroissement de la productivité;
 - iii) perfectionnement et utilisation du personnel responsable de la planification de l'emploi et de la main-d'œuvre;
 - iv) établissement de systèmes d'information judiciaires pour la planification efficace de l'emploi ;
- b) Les Etats membres devraient prendre des mesures visant à assurer le retour dans leurs pays d'origine des travailleurs africains qualifiés qui résident et sont employés dans les pays développés en vue de l'utilisation de leurs capacités à des fins productives pour leurs pays ou tout autre pays africain;

- c) Les Etats membres devraient prendre des mesures assorties d'incitations susceptibles d'accroître la productivité en vue de créer davantage d'emplois et de développer l'économie;
- d) Les Etats membres devraient choisir une technologie appropriée, sans rejeter systématiquement le recours aux techniques les plus avancées, tout en tenant compte de la nécessité de mettre au point et, chaque fois que cela est nécessaire, d'adopter le type de technologie à forte intensité de main-d'oeuvre et qui ne débouchera pas sur des licenciements.

8.14.7 Formation de la main-d'oeuvre en matière de gestion des finances publiques

- a) Les Etats membres devraient accorder une priorité élevée à la formation de personnel chargé de la gestion des finances publiques, et ce, à tous les niveaux;
- b) Les Etats africains devraient coopérer davantage en vue de mettre à profit les instituts africains de formation pour la formation de personnel chargé de la gestion des finances publiques.

8.14.8 Création d'établissements d'enseignement et de formation

- a) Les gouvernements africains devraient prendre les mesures nécessaires pour renforcer les efforts de la CEA en vue de la création d'institutions;
- b) Les Etats membres devraient tâcher de s'acquitter régulièrement de leurs contributions vis-à-vis de l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques et ceux des Etats qui ne l'avaient pas encore fait devraient en signer les statuts;
- c) La CEA devrait entreprendre des consultations avec les gouvernements camerounais et tanzanien dans le but d'aboutir à des arrangements mutuellement acceptables pour ce qui est de la transformation en institutions régionales des instituts de Mwaka et de Garoua;
- d) La CEA devrait intensifier ses efforts en vue de la création d'écoles supérieures de gestion dans les sous-régions qui ne disposaient pas encore de ce genre d'établissements;
- e) Une mission devrait être organisée afin d'examiner les résultats obtenus par les diverses institutions parrainées par la CEA et l'OUA, ainsi que les problèmes rencontrés, de façon à élaborer des propositions réalistes visant au renforcement de ces institutions.

9. Rapport sur les relations entre la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines, la Commission du travail de l'OUA, la Conférence des ministres des affaires sociales de la CEA et la Conférence des ministres africains de l'éducation de l'UNESCO

9.1 On a fait observer que la Commission du travail de l'OUA et la Conférence des ministres africains de l'éducation avaient été instituées à l'initiative de l'OIT et de l'UNESCO pour prêter respectivement des conseils aux Etats membres africains concernant les domaines respectifs relevant de leurs attributions. Après un échange de vues, les membres du Comité ministériel des neuf ont convenu de soumettre pour examen les points suivants à la réunion de la Conférence des ministres :

a) les activités des autres conférences complétaient celles de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines, et il ne fallait pas qu'il y ait de double emploi;

b) la Conférence au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA a chargé les secrétariats de l'OUA et de la CEA d'examiner les progrès accomplis dans la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos et de faire rapport à ce sujet. A cet égard, on a estimé souhaitable que les activités menées au titre du programme des divers organismes des Nations Unies concernant la mise en oeuvre du Plan devraient viser à faciliter la présentation des rapports audit sommet;

c) les fonds affectés par le système des Nations Unies et, en particulier par les institutions spécialisées, au titre des activités et du programme relatifs à la planification et à la mise en valeur des ressources humaines devraient être utilisés conformément aux priorités fixées par la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines.

10. Préparatifs de la deuxième réunion de la Conférence

10.1 Il a été décidé que le Comité ministériel des neuf tiendrait une réunion de deux jours avant la deuxième réunion de la Conférence des ministres pour mettre au point son rapport et examiner les faits nouveaux. Les réunions prévues au Caire (Egypte) en 1984 se dérouleront selon le calendrier suivant :

- 14 - 19 janvier 1984 : Réunion du Comité technique préparatoire d'experts
- 18 - 19 janvier 1984 : Réunion du Comité ministériel des neuf
- 21 - 23 janvier 1984 : Conférence des ministres

10.2 Le Comité ministériel des neuf a convenu d'un projet d'ordre du jour qui sera communiqué ultérieurement aux Etats membres.

11. Programme de travail pour 1984-1985

11.1 Le Président du Comité technique préparatoire d'experts a fait savoir au Comité ministériel des neuf que ce point était présenté pour information. Le Comité a pris note du programme de travail de la Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'oeuvre de la CEA pour la période 1984-1985 et a félicité le secrétariat pour la tâche qu'il avait menée.

12. Règlement intérieur et participation

12.1 Le Comité a exprimé sa préoccupation quant à l'absence d'un règlement intérieur définissant la conduite des travaux du Comité et de la Conférence. Reconnaissant l'importance d'un tel règlement, le Comité a prié le secrétariat d'en élaborer un projet et de le soumettre pour examen à la deuxième réunion de la Conférence des ministres au Caire.

12.2 De même, le Comité s'est déclaré préoccupé par le niveau de représentation à sa réunion et il a demandé instamment que tout soit mis en oeuvre pour que les ministres compétents participent aux prochaines réunions.

13. Adoption du rapport

13.1 Le Comité a adopté le projet de rapport et il a prié le secrétariat de faire procéder à sa traduction, en y incorporant les amendements approuvés. Le Comité examinerait la version finale de ce rapport à sa deuxième réunion avant de le soumettre à la deuxième Conférence des ministres prévue au Caire en janvier 1984.

14. Clôture de la réunion

14.1 Au moment de clôturer la réunion, les ministres ont réaffirmé la volonté de leurs gouvernements d'oeuvrer pour la mise en place d'une approche intégrée relative à la planification, à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources humaines.

14.2 Le Président a remercié les membres du Comité et le secrétariat de l'excellent esprit de coopération qui avait présidé aux travaux de la réunion.

15. Le Président a ensuite déclaré la réunion close.

Mandat de la Conférence des ministres responsables de la planification,
de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines

1. La Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines (ci-après dénommée "la Conférence"), est la Conférence des ministres mentionnée dans la résolution 389(XV) qu'a adoptée la réunion de la Conférence des ministres de la CEA (ci-après dénommée "la Commission") tenue à Addis-Abeba (Ethiopie du 9 au 12 avril 1980.

2. La Conférence se compose des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines et des programmes connexes dans chaque Etat membre.

3. La Conférence a pour but d'aider les Etats membres à élaborer et harmoniser leurs politiques et programmes de mise en valeur des ressources humaines. En d'autres termes, elle constitue pour les divers systèmes une instance régionale chargée d'harmoniser les politiques et de coordonner les programmes de mise en valeur des ressources humaines en vue d'en assurer le fonctionnement efficace et cohérent. Les systèmes en question ont pour tâches:

a) de planifier et de programmer des stratégies susceptibles de faire jouer aux ressources humaines leurs rôles d'agents de production et de facteur déterminant la richesse nationale et le bien-être personnel;

b) de donner des connaissances et des compétences aux ressources humaines et de les motiver en vue d'assurer leur utilité et leur participation au développement socio-économique;

c) de promouvoir les facteurs propres à accroître la qualité des ressources humaines (santé physique et mentale, alimentation et nutrition, sports et activités culturelles, satisfaction des besoins fondamentaux, logement, etc.);

d) de planifier la productivité et d'effectuer une répartition judicieuse des ressources humaines en vue d'une utilisation productive et d'un accroissement de la productivité.

4. La Conférence procède en outre à un réexamen et à une harmonisation des divers systèmes, programmes, politiques, objectifs et stratégies en vue d'atteindre l'objectif commun qui est de doter les pays africains en ressources humaines de qualité dont ils sont, individuellement et collectivement, besoin pour une utilisation judicieuse en tant que producteurs et facteur déterminant du bien-être personnel et pour l'accroissement de la productivité au niveau régional.

5. En s'acquittant des fonctions énoncées aux paragraphes 3 et 4 du présent mandat, la Conférence doit en particulier:

a) examiner périodiquement les faits nouveaux, la situation, l'efficacité et les tendances de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation de la main-d'oeuvre, identifiant à cette fin les problèmes qui entravent la mise en valeur de la main-d'oeuvre en tant qu'entité économique et agent du développement;

b) inviter les institutions qui s'occupent de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation judicieuse des ressources humaines de la région à lui envoyer leurs programmes planifiés en vue de leur harmonisation et de leur alignement conformément aux priorités établies par la Conférence;

c) sur la base des projets harmonisés et alignés conformément au paragraphe b) ci-dessus, mobiliser des ressources financières et autres du programme des Nations Unies pour le développement ainsi que d'autres sources, et déterminer ensuite l'agent d'exécution devant collaborer avec la CEA;

d) conseiller la Commission sur les questions de politique générale qui permettront d'assurer un développement coordonné de la gamme tout entière des ressources humaines;

e) revoir les stratégies et le contenu des divers programmes en fonction des programmes de mise en valeur et de gestion des ressources humaines, et recommander des mesures appropriées à la CEA;

f) aider à formuler et à élaborer des politiques et des mécanismes nationaux coordonnés comme une base d'action pratique pour promouvoir des programmes appropriés de planification, de mise en valeur et d'utilisation de la main-d'oeuvre;

g) veillez à ce que les politiques et programmes de planification, de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines adoptés par les Etats membres soient convenablement coordonnés et harmonisés, et qu'ils soient conformes à l'esprit et aux objectifs de coopération entre pays africains en vue du développement du continent;

h) entreprendre, dans le cadre du mandat de la Commission et dans les limites de ses ressources, des services consultatifs en matière de planification, de mise en valeur et d'utilisation de la main-d'oeuvre sur la demande des Etats membres.

6. La Conférence a en outre pour tâches de :

a) déterminer la stratégie et les priorités du programme de mise en valeur des ressources humaines au niveau régional, et ce en fonction des objectifs globaux de développement, des besoins de main-d'oeuvre des divers secteurs des économies africaines et de la nécessité d'assurer une utilisation utile et intégrale des ressources humaines du continent. En vue d'atteindre ces objectifs, la Conférence donne aux Etats membres des principes directeurs à adapter aux besoins nationaux;

b) prendre les mesures propres à assurer dans le domaine des ressources humaines en Afrique une coordination et une harmonisation efficaces des politiques et programmes multinationaux et régionaux auxquels participent des organisations intergouvernementales africaines et non africaines;

c) examiner les questions et problèmes mondiaux ainsi que les actions internationales connexes ayant une incidence directe ou indirecte sur l'état des ressources humaines en Afrique en vue de formuler une position africaine appropriée et de recommander les mesures propres à sauvegarder les intérêts des pays africains;

d) faire directement aux gouvernements des Etats membres, par le biais des résolutions adoptées par la Conférence, des recommandations sur toute autre question relative aux ressources humaines.

7. Les recommandations de la Conférence aux Etats membres sont soumises à la Commission pour approbation avant qu'elles ne soient appliquées par les Etats membres.

8. Le champ d'action de la Conférence est constitué par tous les Etats africains indépendants et les îles adjacentes qui sont membres de la Commission et de l'Organisation de l'unité africaine et de tout autre Etat de la région qui pourrait par la suite devenir membre de l'Organisation des Nations Unies.

9. La Conférence et son Comité technique préparatoire invitent des représentants des institutions spécialisées des Nations Unies, du secrétariat de l'Organisation de l'unité africaine et d'autres organisations intergouvernementales africaines et régionales, multilatérales et bilatérales qu'ils jugent nécessaires à assister à leurs réunions et à prendre part, sans droit de vote, à leurs délibérations.

10. La Conférence invite i) tous les mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine à envoyer des observateurs pour participer à l'examen, par la Conférence, de toute question intéressant ces mouvements. Les observateurs ont le droit de soumettre des propositions qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre de la Commission, ii) et toutes les associations professionnelles intéressées par la planification, la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines à participer et à apporter leur contribution technique aux travaux de la Conférence.

11. La Conférence prend des mesures pour que les contacts nécessaires soient maintenus avec d'autres organes des Nations Unies et avec les institutions spécialisées, mettant tout en oeuvre pour éviter le double emploi. La Conférence établit des relations appropriées de coopération avec d'autres institutions spécialisées des Nations Unies en vue de coordonner les activités conformément aux résolutions et directives de la Commission et de l'Assemblée générale des Nations Unies.

12. La Conférence soumet une fois l'an à la Commission un rapport détaillé sur ses activités et plans, y compris ceux des institutions spécialisées compétentes.
13. La Conférence adopte son propre règlement intérieur, y compris le mode d'élection de son président et des autres membres du bureau.
14. La Commission procède de temps à autre à un examen spécial des activités de la Conférence.
15. La Conférence des ministres a un Comité ministériel de suivi qui se compose des membres du bureau de la Conférence et de cinq autres ministres représentant les cinq sous-régions de l'Afrique, élus à tour de rôle parmi les Etats membres pour un mandat de deux ans. Le Comité de suivi peut se réunir tous les ans mais il se réunit au moins une fois entre les sessions ordinaires de la Conférence. Il fonctionne selon le même mandat que la Conférence des ministres au nom de laquelle il agit; il se charge en particulier d'assurer le suivi de l'exécution des décisions de la Conférence.
16. Le secrétariat de la CEA peut, conformément à son mandat, organiser des réunions consultatives interinstitutions auxquels participent l'Organisation de l'unité africaine, les institutions du système des Nations Unies et d'autres organisations ayant des programmes de coopération technique en Afrique dans les domaines de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines. On s'efforcera au cours de ces réunions de promouvoir la coordination et l'harmonisation des politiques et programmes ainsi que la collaboration dans l'exécution des décisions de la Conférence des ministres.

PROJET DE REGLEMENT INTERIEUR DE LA CONFERENCE DES MINISTRES
RESPONSABLES DES RESSOURCES HUMAINES

EN APPLICATION du mandat qui lui a été conféré, aux termes de la résolution 389(XV) de la sixième réunion de la Conférence des ministres de la CEA, du paragraphe 110 du rapport de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines tenue du 5 au 7 octobre 1981 à Monrovia (Libéria) et du paragraphe 60 du rapport de la réunion du Comité ministériel du suivi tenue du 21 au 25 février 1983 à Addis Abeba, la Conférence des ministres responsables des ressources humaines établit le règlement intérieur suivant :

ARTICLE PREMIER

TITRE

Les articles suivants forment le règlement intérieur de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines.

ARTICLE 2

DEFINITIONS

Dans le présent règlement intérieur,

- Par "Membres associés" on entend les territoires non autonomes situés en Afrique ainsi que les pays insulaires africains;
- Par "Catégorie I" et "catégorie II" on entend les catégories définissant la participation des organisations non-gouvernementales au Conseil économique et social;
- Par "Commission" on entend la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique,
- Par "Conférence" on entend la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines;
- Par "Secrétaire exécutif" on entend le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique visé à la partie VII du présent règlement intérieur;
- Par "Liste" on entend la liste des organisations non-gouvernementales qui demandent à être membres du Conseil économique et social et à laquelle renvoient les expressions "Catégorie I" et "Catégorie II";

Par "Langues de travail" on entend l'arabe, l'anglais et le français.

I SESSIONS

DATE ET LIEU DES SESSIONS

ARTICLE 3

Les sessions de la Conférence se tiennent :

- a) A la date que la Commission a recommandée lors d'une session précédente après consultation avec le Secrétaire exécutif;
- b) A la demande de la majorité des membres de la Commission, après consultation avec le Secrétaire exécutif;
- c) A tout autre moment où le Président, en consultation avec les Vice-présidents et le Secrétaire exécutif l'estime nécessaire.

ARTICLE 4

a) Les sessions convoquées conformément à l'alinéa a) de l'article 3 se tiennent au lieu désigné par la Conférence lors d'une session précédente, compte dûment tenu du principe selon lequel la Conférence doit se réunir soit au siège de la CEA, soit dans un des pays africains.

b) Les sessions convoquées conformément aux alinéas a), b) ou c) de l'article 3 se tiennent au lieu fixé par le Secrétaire exécutif en consultation avec le Président de la Conférence.

ARTICLE 5

A la demande de la majorité des membres de la Commission ou dans des cas particuliers, le Secrétaire exécutif peut, en consultation avec le Bureau de la Conférence, modifier la date et le lieu de la session et aviser les membres conformément aux dispositions de l'article 6 du règlement intérieur.

NOTIFICATION DE LA DATE D'OUVERTURE

ARTICLE 6

Le Secrétaire exécutif fait connaître aux membres de la Conférence, 42 jours au moins avant l'ouverture de chaque session, la date et le lieu de la première séance. A titre exceptionnel cette période est portée à 21 jours au plus au cas où le lieu serait modifié. Cette notification est également faite aux institutions spécialisées, aux organisations intergouvernementales en Afrique ayant des activités dans le même domaine que la Conférence et avec lesquelles la Conférence est en rapport, aux organisations non gouvernementales de la catégorie I et aux organisations non gouvernementales appropriées de la catégorie II inscrites sur la liste.

II. ORDRE DU JOUR

ETABLISSEMENT ET COMMUNICATION DE L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

ARTICLE 7

Le Secrétaire exécutif établit, en consultation avec le Président de la Conférence, l'ordre du jour de chaque session qui est adressé en trois exemplaires, en même temps que les documents de base concernant chacun des points, aux membres et membres associés de la Conférence ainsi qu'aux organisations, institutions et organes visés à l'article 6, au moins 42 jours avant l'ouverture de la session.

ARTICLE 8

L'ordre du jour provisoire comprend les points proposés par :

- a) La Commission lors d'une session précédente;
- b) La Conférence lors d'une session précédente;
- c) Un membre ou un membre associé de la Commission;
- d) Le Président de la Conférence;
- e) Le Secrétaire exécutif;
- f) Un organe subsidiaire de la Commission;
- g) Une institution spécialisée conformément aux accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions;
- h) Les organisations non gouvernementales de la catégorie I, sous réserve des dispositions de l'article 10.

ARTICLE 9

Avant d'inscrire à l'ordre du jour provisoire un point proposé par une institution spécialisée, le Secrétaire exécutif procède avec ladite institution aux consultations préliminaires qui pourraient être nécessaires.

ARTICLE 10

Les organisations non gouvernementales de la catégorie I peuvent proposer l'inscription de points touchant à leur domaine de compétence, sous réserve de la condition suivante :

- a) Toute organisation qui souhaite proposer l'inscription d'un point doit en informer le Secrétaire exécutif 70 jours au moins avant l'ouverture de la session, et avant de proposer officiellement l'inscription du point, elle doit dûment prendre en considération toutes les observations que le Secrétaire exécutif pourrait faire ;

b) La proposition visée au paragraphe a) du présent article, accompagnée des documents de base pertinents, doit être officiellement déposée 56 jours au moins avant l'ouverture de la session. La Conférence inscrit le point à son ordre du jour si les deux tiers au moins des membres présents et votants en décident ainsi.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

ARTICLE 11

Le premier point de l'ordre du jour provisoire d'une session, après l'élection du Président, est l'adoption de l'ordre du jour.

REVISION DE L'ORDRE DU JOUR

ARTICLE 12

a) Après l'adoption de l'ordre du jour, la Conférence peut à tout moment l'amender. Si un gouvernement membre n'a pas reçu, dans le délai de 42 jours, les rapports, études et documents qui doivent être examinés à la session, il a le droit de demander que les points auxquels ont trait lesdits rapports, études et documents soient supprimés de l'ordre du jour, et la Conférence fait immédiatement droit à cette demande;

b) Sans préjudice des dispositions du paragraphe a) du présent article, si, la Conférence étant saisie de la question, les trois quarts au plus des membres qui participent officiellement à la question insistent pour que le point soit néanmoins discuté, la décision de la majorité sera respectée.

III. REPRESENTATION ET VERIFICATION DES POUVOIRS

ARTICLE 13

Chaque membre et membre associé est représenté à la Conférence par un représentant accrédité.

ARTICLE 14

Un représentant peut se faire accompagner aux séances de la Conférence par des représentants suppléants et des conseillers; en cas d'absence, il peut être remplacé par un représentant suppléant.

ARTICLE 15

Les pouvoirs des représentants et le nom des suppléants et conseillers sont communiqués au Secrétaire exécutif avant la première séance à laquelle ces représentants doivent assister. Le Président et le Vice-président les examinent et font rapport à la Conférence. Les dispositions du présent article ne peuvent toutefois empêcher un membre ou un membre associé de changer ultérieurement de représentants, de suppléants ou de conseillers, sous réserve que les pouvoirs soient, le cas échéant, présentés et examinés dans les formes requises.

IV. BUREAU

ELECTION DU PRESIDENT, DES VICE-PRESIDENTS ET DU RAPPORTEUR

ARTICLE 16

La Conférence élit, au début de sa première session de l'année un Président, un premier Vice-président, un second Vice-président et un Rapporteur parmi les représentants de ses membres.

ARTICLE 17

Les membres du bureau de la Conférence restent en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Ils sont rééligibles.

PRESIDENT PAR INTERIM

ARTICLE 18

Si le Président est absent pendant une séance ou une partie de séance, il est remplacé par le premier Vice-président ou, en cas d'absence de celui-ci, par le second Vice-président. Le Vice-président agissant en qualité de Président a les mêmes droits et les mêmes devoirs que le Président.

REMPLACEMENT DU PRESIDENT

ARTICLE 19

Si le Président cesse de représenter un Etat membre de la Conférence, ou se trouve dans l'impossibilité de s'acquitter plus longtemps de ses fonctions, le premier Vice-Président assure la présidence pour la période qui reste à courir. Si le premier Vice-président cesse également de représenter un membre de la Conférence ou se trouve dans l'impossibilité de s'acquitter plus longtemps de ses fonctions, le second Vice-président assume la présidence pour la période qui reste à courir.

DROITS DE VOTE DU PRESIDENT

ARTICLE 20

Le Président ou le premier Vice-président agissant en qualité de Président participe aux séances de la Conférence en cette qualité et non en tant que représentant du membre qui l'a accrédité. Dans ce cas, un représentant suppléant a le droit de représenter ce membre aux séances de la Conférence et d'y exercer le droit de vote.

V. COMITES DE LA CONFERENCE

ARTICLE 21

A chaque session, la Conférence peut constituer les comités pléniers ou restreints qu'elle juge nécessaires et leur renvoyer, pour étude et rapport, tout point de l'ordre du jour. La Conférence peut, en consultation avec le Secrétaire exécutif, autoriser ces comités à siéger pendant que la Conférence n'est pas en session.

ARTICLE 22

Les membres des comités de la Conférence sont désignés par le Président, sous réserve de l'approbation de la Conférence, à moins que la Conférence n'en décide autrement.

ARTICLE 23

Le présent règlement intérieur s'applique aux travaux des comités, à moins que la Conférence en décide autrement.

VI. SECRETARIAT

ARTICLE 24

Le Secrétaire exécutif agit en cette qualité à toutes les séances de la Conférence, de ses comités et de ses organes subsidiaires. Il peut charger un autre fonctionnaire de le remplacer à une séance.

ARTICLE 25

Le Secrétaire exécutif dirige le personnel fourni par le secrétariat de la Commission et nécessaire à la Conférence ou à l'un de ses comités.

ARTICLE 26

Le Secrétaire exécutif est chargé de porter à la connaissance des membres et des membres associés à la Conférence toutes les questions qu'elle peut être amenée à examiner.

ARTICLE 27

Au début de chaque session, le Secrétaire exécutif présente à la Conférence un rapport sur le programme de travail du secrétariat pendant la période qui se situe entre la session précédente et la session en cours. Dans l'intervalle entre les sessions, le Secrétaire exécutif fait en sorte que, dans toute la mesure du possible, les membres et les membres associés soient informés des résultats des travaux en cours ainsi que de l'opinion exprimée par les gouvernements des Etats membres et des membres associés quant aux résultats obtenus.

ARTICLE 28

Le Secrétaire exécutif ou son représentant peut, sous réserve des dispositions de l'article 43, présenter à la Conférence ou à ses comités des exposés oraux aussi bien que des exposés écrits sur toute question qui est à l'examen.

ARTICLE 29

Le Secrétaire exécutif est chargé de prendre toutes les dispositions voulues pour les réunions de la Conférence, de ses comités et des organes subsidiaires.

ARTICLE 30

Le secrétariat assure l'interprétation des discours prononcés au cours des séances; reçoit, traduit et distribue les documents de la Conférence et de ses comités; publie et distribue les comptes rendus des sessions, les résolutions de la Conférence et les documents nécessaires y afférents. Il assure la garde des documents dans les archives de la Conférence et, d'une manière générale, accomplit tous les autres travaux dont la Conférence peut avoir besoin.

ARTICLE 31

Avant que la Conférence n'approuve une proposition entraînant des dépenses pour l'organisation des Nations Unies, le Secrétaire exécutif établit et communique aux membres, aussitôt que possible, une estimation distincte des dépenses entraînées par cette proposition. Il incombe au Président d'appeler l'attention des membres sur cette estimation afin qu'ils l'examinent avant que la Conférence n'étudie la proposition.

ARTICLE 32

Dans l'exercice de ses fonctions, le Secrétaire exécutif agit en vertu de l'autorité qui lui est conférée par le Secrétaire général et au nom de celui-ci.

VII. LANGUES

LANGUES DE TRAVAIL

ARTICLE 33

L'arabe, l'anglais et le français sont les langues de travail de la Conférence.

INTERPRETATION DES DISCOURS PRONONCES DANS UNE
DES LANGUES DE TRAVAIL

ARTICLE 34

Les discours prononcés dans une des langues de travail sont interprétés dans les autres langues de travail.

INTERPRETATION DES DISCOURS PRONONCES DANS UNE AUTRE LANGUE

ARTICLE 35

Tout représentant peut prendre la parole dans une langue autre que les langues de travail. Dans ce cas, il assure l'interprétation dans l'une des

langues de travail. L'interprète du secrétariat peut prendre pour base de son interprétation dans les autres langues de travail celle qui a été faite dans une langue de travail.

LANGUES A UTILISER POUR LES COMPTES RENDUS

ARTICLE 36

Les comptes rendus sont rédigés dans les langues de travail.

LANGUES A UTILISER POUR LES RESOLUTIONS ET AUTRES DECISIONS OFFICIELLES

ARTICLE 37

Toutes les résolutions, recommandations et autres décisions officielles de la Conférence - y compris les rapports annuels visés à l'article 71 - sont établies dans les langues de travail.

VIII. SEANCES PUBLIQUES ET SEANCES PRIVEES

ARTICLE 38

Les séances de la Conférence sont publiques à moins que la Conférence n'en décide autrement.

ARTICLE 39

A l'issue de chaque séance privée, la Conférence peut faire publier un communiqué par l'intermédiaire du Secrétaire exécutif.

IX. COMPTES RENDUS

COMPTES RENDUS ANALYTIQUES DES SEANCES PUBLIQUES

ARTICLE 40

Le secrétariat établit selon que de besoin le compte rendu analytique des séances de la Conférence. Il le fait parvenir aussitôt que possible aux représentants des membres, aux membres associés, aux représentants des autres gouvernements, des organisations ou des institutions qui ont participé aux séances. Les représentants informent le secrétariat 72 heures au plus tard après la distribution du compte rendu des modifications qu'ils desirent y voir apporter. Le Président est saisi de toute contestation au sujet de ces modifications; sa décision est définitive.

ARTICLE 41

La version révisée des comptes rendus analytiques des séances publiques est distribuée aussitôt que possible conformément à l'usage de la Commission. Elle

est aussi distribuée aux membres associés, aux organisations intergouvernementales d'Afrique ayant les mêmes activités que la Conférence et avec lesquelles la Conférence est en rapport, aux organisations non gouvernementales de la catégorie I, aux organisations non gouvernementales appropriées de la catégorie II inscrites sur la liste et, s'il y a lieu, aux représentants des gouvernements admis à participer à titre consultatif aux travaux de la Conférence.

COMPTES RENDUS DES SEANCES PRIVEES

ARTICLE 42

La version révisée des comptes rendus analytiques des séances privées est distribuée aussitôt que possible aux membres et aux membres associés de la Conférence, ainsi qu'aux représentants des gouvernements, organisations ou institutions qui ont participé à ces séances. Elle peut être rendue publique au moment et dans les conditions que décide la Conférence.

RESOLUTIONS ET AUTRES DECISIONS OFFICIELLES

ARTICLE 43

Le texte de tous les rapports, résolutions, recommandations et autres décisions officiellement adoptés par la Conférence et ses comités est distribué aussitôt que possible aux membres et membres associés de la Conférence, aux institutions spécialisées, organisations intergouvernementales d'Afrique dont le domaine d'activité est le même que celui de la Conférence et avec lesquelles la Conférence est en rapport, aux organisations non gouvernementales de la catégorie I et aux organisations non gouvernementales appropriées de la catégorie II inscrites sur la liste.

X. CONDUITE DES DEBATS

QUORUM

ARTICLE 44

Le quorum est constitué par la majorité des membres de la Conférence.

POUVOIRS DU PRESIDENT

ARTICLE 45

En sus des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu d'autres dispositions du présent règlement, le Président a charge de prononcer l'ouverture et la clôture de chaque séance de la Conférence; il dirige les débats, assure l'application du présent règlement, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions. Le Président, sous réserve des dispositions du présent règlement, règle les débats de la Commission et assure le maintien de l'ordre au cours des séances. Il statue sur les motions d'ordre et a, en particulier, le pouvoir de proposer l'ajournement ou la clôture du débat, la levée ou la suspension d'une séance.

Les débats portent uniquement sur la question dont est saisie la Conférence et le Président peut rappeler à l'ordre un orateur dont les remarques n'ont pas trait au sujet en discussion.

MOTIONS D'ORDRE

ARTICLE 46

a) Au cours de la discussion de toute question, un représentant peut, à tout moment, présenter une motion d'ordre, sur laquelle le Président prend immédiatement une décision conformément au règlement. Un représentant peut en appeler de la décision du Président. L'appel est immédiatement mis aux voix et la décision du Président, si elle n'est pas annulée par la majorité des membres présents et votants, est maintenue.

b) Un représentant qui présente une motion d'ordre ne peut, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.

AJOURNEMENT DU DEBAT

ARTICLE 47

Au cours de la discussion de toute question, un représentant peut demander l'ajournement du débat sur la question en discussion. Outre l'auteur de la motion, deux orateurs peuvent prendre la parole, l'un en faveur de la motion et l'autre contre; après quoi la motion est mise aux voix immédiatement.

LIMITATION DU TEMPS DE PAROLE

ARTICLE 48

La Conférence peut limiter le temps de parole de chaque orateur et le nombre de fois que chaque représentant peut prendre la parole sur une même question; toutefois, pour les questions de procédure, le Président limite le temps de parole de chaque orateur à cinq minutes. Lorsque les débats sont limités et qu'un représentant dépasse le temps qui lui a été accordé, le Président le rappelle immédiatement à l'ordre.

CLÔTURE DE LA LISTE DES ORATEURS

ARTICLE 49

Au cours d'un débat, le Président peut donner lecture de la liste des orateurs et, avec l'assentiment de la Conférence, déclarer cette liste close. Le Président peut cependant accorder le droit de réponse à un représentant quelconque lorsqu'un discours prononcé après la clôture de la liste des orateurs rend, à son avis, cette décision opportune. Lorsque la discussion portant sur un point est terminée du fait qu'il n'y a pas d'autres orateurs inscrits, le Président prononce la clôture du débat. En pareil cas, la clôture du débat a le même effet que si elle était approuvée par la Conférence.

CLOTURE DU DEBAT

ARTICLE 50

A tout moment, un représentant peut demander la clôture du débat sur la question en discussion, même si d'autres représentants ont manifesté le désir de prendre la parole. L'autorisation de prendre la parole au sujet de la clôture du débat n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la clôture, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix.

SUSPENSION OU LEVEE DE LA SEANCE

ARTICLE 51

Au cours de la discussion de toute question, un représentant peut demander la suspension ou la levée de la séance. Les motions en ce sens ne doivent pas faire l'objet d'un débat, mais sont immédiatement mises aux voix.

ORDRE DES MOTIONS DE PROCEDURE

ARTICLE 52

Sous réserve des dispositions de l'article 44, les motions suivantes ont, dans l'ordre indiqué ci-dessous, priorité sur toutes les autres propositions ou motions présentées :

- a) Suspension de la séance;
- b) Levée de la séance;
- c) Ajournement du débat sur le point en discussion;
- d) Clôture du débat sur le point en discussion.

DEPOT DES PROJETS DE RESOLUTION ET DES AMENDEMENTS OU PROPOSITIONS DE FOND

ARTICLE 53

Les projets de résolution sont remis par écrit au Secrétaire exécutif, qui les distribue aux représentants 24 heures avant qu'ils puissent être discutés et mis aux voix, à moins que la Conférence n'en décide autrement.

ARTICLE 54

Sur la demande d'un membre de la Conférence ou d'un membre associé, toute proposition et tout amendement à une proposition présentés par un autre membre ou membre associé doivent être remis par écrit au Président, qui en donne lecture, avant de donner la parole à un autre orateur et aussi immédiatement avant de mettre aux voix ladite proposition ou ledit amendement. Le Président peut décider de faire distribuer aux représentants présents toute proposition ou tout amendement à ladite proposition avant de les mettre aux voix. Le présent article n'est pas applicable aux propositions touchant la procédure telles que celles qui sont visées à l'article 50.

DECISIONS SUR LA COMPETENCE

ARTICLE 55

Sous réserve des dispositions de l'article 52, toute motion, tendant à ce que la Conférence décide si elle est compétente pour adopter une proposition dont elle est saisie, est mise aux voix immédiatement avec le vote sur la proposition en cause.

RETRAIT D'UNE MOTION

ARTICLE 56

L'auteur d'une motion peut toujours la retirer avant qu'elle n'ait été mise aux voix, à condition qu'elle n'ait pas fait l'objet d'un amendement. Une motion qui est ainsi retirée peut être présentée de nouveau par un représentant quelconque.

XI. VOTE

DROIT DE VOTE

ARTICLE 57

Chaque membre de la Conférence dispose d'une voix.

MAJORITE REQUISE ET SENS DE L'EXPRESSION

"MEMBRES PRESENTS ET VOTANTS"

ARTICLE 58

a) sous réserve des dispositions de l'alinéa b) de l'article 10, les décisions de la Commission sont prises à la majorité des membres présents et votants.

b) Aux fins du présent règlement, l'expression "membres présents et votants" s'entend des membres qui votent pour ou contre. Les membres qui s'abstiennent dans le vote sont considérés comme non-votants.

SCRUTIN

ARTICLE 59

Sous réserve des dispositions de l'article 12, la Commission vote normalement à main levée, à moins qu'un membre ne demande le vote par appel nominal, lequel a lieu alors dans l'ordre alphabétique anglais des noms des membres, en commençant par le pays dont le Président a tiré le nom au sort.

INSCRIPTION AU COMPTE RENDU D'UN VOTE

PAR APPEL NOMINAL

ARTICLE 60

En cas de vote par appel nominal, le vote de chaque membre participant au scrutin est consigné au compte rendu.

REGLES A OBSERVER PENDANT LE VOTE

ARTICLE 61

Quand le scrutin est commencé, aucun membre ne peut l'interrompre, sauf s'il s'agit d'une motion relative à la manière dont s'effectue le scrutin. Le Président, peut, s'il le juge nécessaire, permettre aux représentants d'intervenir brièvement, soit avant que le scrutin ne commence, soit quand il est terminé, mais uniquement pour expliquer leur vote.

DIVISION DES PROPOSITIONS

ARTICLE 62

La Conférence peut décider, à la demande d'un représentant, qu'une motion ou résolution sera mise aux voix par division. Dans ce cas, le texte constitué par l'ensemble des textes adoptés est ensuite mis aux voix dans son ensemble. Si toutes les parties du dispositif d'une proposition ont été rejetées, la proposition est considérée comme rejetée dans son ensemble.

VOTES SUR LES AMENDEMENTS

ARTICLE 63

Lorsqu'une proposition fait l'objet d'un amendement, l'amendement est mis aux voix en premier lieu. Si une proposition fait l'objet de deux ou plusieurs amendements, la Conférence vote d'abord sur celui qui s'éloigne le plus, quant au fond, de la proposition primitive. Elle vote ensuite sur l'amendement qui, après ce premier amendement, s'éloigne le plus de la proposition, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix. Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, elle vote ensuite sur la proposition modifiée. Si aucun amendement n'est adopté, la proposition est mise aux voix sous sa forme primitive.

VOTES SUR LES PROPOSITIONS

ARTICLE 64

a) Si la même question fait l'objet de deux ou plusieurs propositions, la Conférence, à moins qu'elle n'en décide autrement, vote sur ces propositions dans l'ordre où elles ont été présentées.

b) Après chaque vote, la Commission peut décider si elle votera sur la proposition suivante.

c) Toutefois, les motions qui tendent à ce que la Conférence ne se prononce pas sur le fond des propositions sont considérées comme des questions préalables et mises aux voix avant lesdites propositions.

ELECTIONS

ARTICLE 65

Toute élection de personnes a lieu au scrutin secret, à moins que la Conférence n'en décide autrement, en l'absence d'objection.

ARTICLE 66

a) Lorsqu'un seul poste doit être pourvu par voie d'élection, et qu'aucun candidat ne recueille au premier tour la majorité requise, on procède à un second tour de scrutin, mais le vote ne porte plus que sur les deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour. Si les deux candidats recueillent le même nombre de voix à ce second tour, le Président décide entre eux en tirant au sort.

b) Au cas où, après le premier tour de scrutin, deux ou plusieurs candidats viennent en deuxième position avec un nombre égal de voix, on procède à un scrutin spécial afin de ramener à deux le nombre de candidats. Si, après le premier tour de scrutin, trois candidats ou plus viennent en tête avec un nombre égal de voix, on procède à un deuxième tour de scrutin; s'il y a encore partage égal des voix entre plus de deux candidats, on ramène à deux le nombre des candidats par tirage au sort.

ARTICLE 67

a) Lorsque deux ou plusieurs postes doivent être pourvus par voie d'élection en même temps et dans les mêmes conditions, les candidats qui obtiennent au premier tour la majorité requise sont élus.

b) Si le nombre des candidats qui ont obtenu la majorité requise est inférieur au nombre des postes à pourvoir, on procède à d'autres tours de scrutin afin de pourvoir aux postes encore vacants. Le vote ne porte que sur les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages au scrutin précédent et dont le nombre ne doit pas dépasser le double de celui des postes restant à pourvoir. Néanmoins, dans le cas où un plus grand nombre de candidats se trouvent à égalité, on procède à un scrutin spécial pour ramener le nombre des candidats au nombre requis.

Si trois scrutins portant sur un nombre limité de personnes ne donnent pas de résultats, on procède alors à des scrutins libres au cours desquels les membres ont le droit de voter pour toute personne ou tout membre éligible. Si trois tours de scrutin effectués selon cette dernière procédure ne donnent pas de résultat, les trois scrutins suivants (sous réserve des cas mentionnés à la fin de l'alinéa précédent, où les candidats se trouvent à égalité) ne portent plus que sur les candidats qui ont obtenus le plus grand nombre de voix au troisième tour des scrutins libres. Le nombre de ces candidats ne doit pas être supérieur au double de celui des postes qui restent à pourvoir.

d) Les trois scrutins suivants sont libres, et ainsi de suite, jusqu'à ce que tous les postes soient pourvus.

PARTAGE EGAL DES VOIX

ARTICLE 68

En cas de partage égal des voix lors d'un vote qui ne porte pas sur des élections, la proposition est considérée comme repoussée.

ARTICLE 69

Le règlement intérieur des comités de la Conférence est le même que celui de la Conférence.

XII. RAPPORTS

ARTICLE 70

La Conférence présentera à la Commission, une fois par an, un rapport complet sur ses activités et projets.

XIII. PARTICIPATION DES ETATS MEMBRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES QUI NE SONT PAS MEMBRES DE LA COMMISSION

ARTICLE 71

La Conférence invite tout Membre de l'Organisation des Nations Unies qui n'est pas membre de la Commission à participer à la discussion de toute question qui, de l'avis de la Conférence, intéresse particulièrement cet Etat membre. Un Etat membre ainsi invité n'a pas le droit de vote, mais il a la faculté de présenter des propositions qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre de la Commission.

ARTICLE 72

Un comité peut inviter tout ~~membre~~ de l'Organisation des Nations Unies qui n'est pas membre de ce comité à participer à la discussion de toute question qui, de l'avis du comité, intéresse particulièrement cet Etat membre. Un Etat membre ainsi invité n'a pas le droit de vote, mais il a la faculté de présenter des propositions qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre du comité.

XIV. PARTICIPATION DES MOUVEMENTS DE LIBERATION RECONNUS PAR L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

ARTICLE 73

La Conférence invite tout mouvement de libération nationale reconnu par l'Organisation de l'unité africaine, et qui n'est pas censé représenter un membre

associé de la Commission, à participer à la discussion de toute question quelle qu'elle soit. Un mouvement de libération nationale ainsi invité n'a pas le droit de vote, mais il a la faculté de présenter des propositions qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre de la Conférence.

ARTICLE 74

Un comité est habilité à inviter tout mouvement de libération nationale reconnu par l'Organisation de l'unité africaine, et qui n'est pas censé représenter un membre associé de la Conférence à participer à la discussion de toute question quelle qu'elle soit. Un mouvement de libération nationale ainsi invité n'a pas le droit de vote, mais il a la faculté de présenter des propositions qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre du comité.

XV. PARTICIPATION DES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET CONSULTATIONS AVEC ELLES

ARTICLE 75

Conformément aux accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, aux accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies et l'Agence internationale de l'énergie atomique et au mandat de la Conférence, les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique ont le droit d'être représentées aux séances de la Conférence et de ses comités, de participer, par l'intermédiaire de leurs représentants, aux délibérations concernant des questions qui se rapportent au domaine de leurs activités et de présenter, au sujet de ces questions, des propositions qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre de la Conférence ou du comité intéressé.

ARTICLE 76

a) Lorsqu'un point dont on a proposé l'inscription à l'ordre du jour provisoire d'une session contient une proposition tendant à ce que l'Organisation des Nations Unies entreprenne de nouvelles activités qui se rapportent à des questions intéressant directement une ou plusieurs institutions spécialisées ou l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Secrétaire exécutif entre en consultation avec l'institution ou les institutions intéressées et fait rapport à la Conférence sur les moyens qui permettent d'assurer un emploi coordonné des ressources des diverses organisations.

b) Lorsqu'une proposition, présentée au cours d'une réunion et tendant à ce que l'Organisation des Nations Unies entreprenne de nouvelles activités, se rapportent à des questions qui intéressent directement une ou plusieurs institutions spécialisées ou l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Secrétaire exécutif, après avoir consulté, dans toute la mesure du possible, les représentants de l'institution ou des institutions intéressées qui participent à la réunion, attire l'attention des participants sur ces aspects de la proposition.

c) Avant de prendre une décision sur les propositions dont il est question ci-dessus, la Commission s'assure que les institutions intéressées ont été dûment consultées.

XVI. RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS
NON GOUVERNEMENTALES

ARTICLE 77

Les organisations non gouvernementales des catégories I et II peuvent désigner des représentants autorisés qui assistent en tant qu'observateurs aux séances publiques de la Conférence. Les organisations inscrites sur la liste peuvent se faire représenter à celles de ces séances qui sont consacrées à des questions relevant de leur domaine d'activité.

ARTICLE 78

Les organisations des catégories I et II peuvent présenter, sur les questions qui relèvent de leur compétence particulière, des exposés écrits relatifs aux travaux de la Conférence ou de ses comités. Le Secrétaire exécutif communique aux membres et aux membres associés de la Conférence le texte de ces exposés sauf lorsqu'ils sont devenus périmés du fait par exemple, que les questions dont ils traitent ont déjà fait l'objet d'une décision et lorsqu'ils ont déjà été distribués sous quelque autre forme aux membres ou aux membres associés de la Conférence ou de ses comités.

ARTICLE 79

Les dispositions suivantes s'appliquent à la présentation et à la distribution de ces exposés écrits :

- a) Les exposés écrits doivent être présentés dans l'une des langues de travail de la Conférence;
- b) Les exposés écrits doivent être présentés assez tôt pour que le Secrétaire exécutif et l'organisation aient le temps de procéder, avant leur distribution, aux échanges de vues appropriés;
- c) Avant de communiquer l'exposé sous sa forme définitive, l'organisation doit tenir dûment compte des observations que le Secrétaire exécutif peut présenter au cours de ces échanges de vues;
- d) Le texte des exposés écrits présenté par les organisations de la catégorie I n'est distribué in extenso que s'il ne compte pas plus de 2 000 mots. Lorsqu'un exposé dépasse 2 000 mots, l'organisation doit présenter un résumé, qui est distribué, ou un nombre suffisant d'exemplaires du texte intégral dans les langues de travail, aux fins de distribution. Néanmoins, le texte des exposés est également distribué in extenso lorsque la Conférence en fait expressément la demande;
- e) Le texte des exposés écrits présenté par une organisation de la catégorie II n'est distribué in extenso que s'il ne compte pas plus de 1 500 mots. Lorsqu'un exposé dépasse 1 500 mots, l'organisation doit présenter un résumé, qui est distribué, ou un nombre suffisant d'exemplaires du texte intégral dans les langues de travail, aux fins de distribution. Néanmoins, le texte des exposés est également distribué in extenso lorsque la Conférence ou un autre organe subsidiaire en fait expressément la demande.

f) Le Secrétaire exécutif peut, en consultation avec le Président ou la Conférence elle-même, inviter les organisations inscrites sur la liste à présenter des exposés écrits. Dans ce cas, les dispositions des alinéas a), b), c) et e) ci-dessus s'appliquent également à ces exposés;

g) Le Secrétaire exécutif fait distribuer le texte des exposés écrits ou des résumés, selon le cas, dans les langues de travail; il le fait distribuer dans toute autre langue officielle, lorsqu'un membre ou un membre associé de la Conférence en fait la demande.

ARTICLE 80

a) La Conférence et ses organes subsidiaires peuvent consulter les organisations des catégories I et II, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un ou plusieurs comités constitués à cette fin. Dans tous les cas, ces consultations peuvent avoir lieu sur l'invitation de la Conférence ou de l'organe subsidiaire, ou à la demande de l'organisation.

b) Sur la recommandation du Secrétaire exécutif et à la demande de la Conférence ou de l'un de ses comités, les organisations inscrites sur la liste peuvent également se faire entendre par la Conférence ou ses comités.

ARTICLE 81

Sous réserve des dispositions de l'article 31, la Commission peut recommander qu'une organisation non gouvernementale spécialement compétente dans le domaine entreprenne certaines études ou enquêtes ou rédige certains documents pour la Conférence. Les restrictions prévues aux alinéas d) et e) de l'article 79 ne s'appliquent pas dans ce cas.

XVII. AMENDEMENTS AU REGLEMENT INTERIEUR,

SUSPENSION DE SON APPLICATION

ARTICLE 82

La Conférence peut modifier toute disposition du présent règlement ou en suspendre l'application.

ARTICLE 83

Aucun amendement ne peut être apporté au présent règlement avant que la Conférence n'ait reçu d'un de ses comités un rapport sur la modification proposée.

ARTICLE 84

La Conférence peut suspendre l'application d'un article du présent règlement, à condition que la proposition de suspension ait été présentée 24 heures à l'avance. Cette condition peut être écartée si aucun membre ne s'y oppose.